

Association INSHUTI

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Manresa, 26 novembre 2009

L'Association Inshuti nie les supposées accusations filtrées par certains media et apparemment reprises dans un rapport commandé par le Conseil de Sécurité de l'ONU (rapport qui aujourd'hui n'est ni officiel ni publié)¹.

En premier lieu, INSHUTI veut montrer clairement que la supposée accusation selon laquelle elle aurait dévié l'argent des subventions publiques pour financer la guérilla FDLR est fausse. L'argent que le Fonds Catalan de Coopération et la Mairie de Manresa ont confié à Inshuti a été destiné aux projets présentés et dûment justifiés devant ces organismes publics, concrètement :

- Coopération avec l'Institut Ahadi (Kigoma-Tanzania) : centre d'études à distance avec homologation européenne pour réfugiés rwandais, burundais et congolais dans les camps de réfugiés de la Tanzanie, lauréat du prestigieux Prix International Opus Prize 2007.
- Coopération avec le Centre Maendeleo Youth (Kigoma-Tanzania) : Communauté formée par des religieux - Frères de la Charité - qui accueille des jeunes et s'occupe de personnes handicapées physiques et psychiques ou autres.

Deuxièmement, Inshuti veut faire savoir que le gouvernement du Rwanda, par le truchement de sa diplomatie politique (et probablement avec l'intervention d'agents d'intelligence militaire commis à cet effet), veut utiliser les Nations Unies pour discréditer la Fondation S'Olivar, Inshuti et d'autres petites ASBL qui ont défié son impunité devant d'innombrables crimes:

- En février 2005 plusieurs organisations ont présenté une plainte devant la Cour espagnole Audiencia Nacional pour le meurtre de neuf missionnaires et coopérants espagnols exécutés présumément par une partie des hauts officiers du groupe politique APR/FPR (actuel gouvernement de Rwanda); entre ces victimes se trouve l'infirmière de Manresa Flors Sirera. Bien qu'Inshuti appuie totalement la recherche judiciaire effectuée par les tribunaux espagnols en relation avec l'assassinat de notre compatriote Flors Sirera et 8 autres victimes espagnoles (outre d'autres victimes rwandaises et congolaises), Inshuti veut manifester qu'elle n'a pas

¹ Daily Press Briefing by the Office of the Spokesperson for the Secretary-General. UN Department of Public Information • News and Media Division • New York. 25 novembre 2009, voir : <http://www.un.org/News/briefings/docs/2009/db091125.doc.htm>.

été ni est présente dans ce processus judiciaire ni a comparu dans cette cause de justice universelle pour des crimes internationaux en Afrique Centrale.

- Le 6 février 2008 le juge de l'Audiencia Nacional, M. Fernando Andreu Merelles, a publié 40 mandats d'arrêt contre 40 hautes personnalités de l'APR/FPR (Rwandan Patriotic Army/Front Patriotique Rwandais) qui gouverne le Rwanda d'une manière totalitaire depuis quinze ans, selon de rigoureuses études internationales (voir The Economist et The Freedom House).
- Il y a quelques mois le chef d'état major du Rwanda, un des 40 recherchés par l'Audiencia Nacional, a été arrêté en Afrique du Sud. Sa détention a été communiquée au juge espagnol, qui a immédiatement entamé les démarches pour son extradition, qui n'a finalement pas été exécutée.
- Le gouvernement du Rwanda est sérieusement préoccupé par les conséquences que cet mandat d'arrêt peut avoir sur ses relations internationales, comme sa ministre des Affaires Étrangères a mis en évidence récemment.
- C'est dans cette optique qu'il faut comprendre l'effort que fait la diplomatie rwandaise pour discréditer de petites ASBL qui d'une manière ou d'une autre ont appuyé cette action de justice internationale contre l'impunité des graves crimes internationaux.

Enfin, les membres d'Inshuti déclarent qu'ils ont voulu **être toujours au côté des victimes** du conflit des Grands Lacs, des parents des coopérants et missionnaires assassinés, **et contre l'impunité** dont paraissent jouir les responsables de cette tragédie.

